



FAIRE AVANCER LE DÉVELOPPEMENT GRÂCE AUX CONTRATS-CADRES

NOTRE ENGAGEMENT DE RÉSULTAT

GFA GROUP
Your purpose
Our expertise 

GFA 
CONSULTING GROUP

CONTACTEZ-NOUS

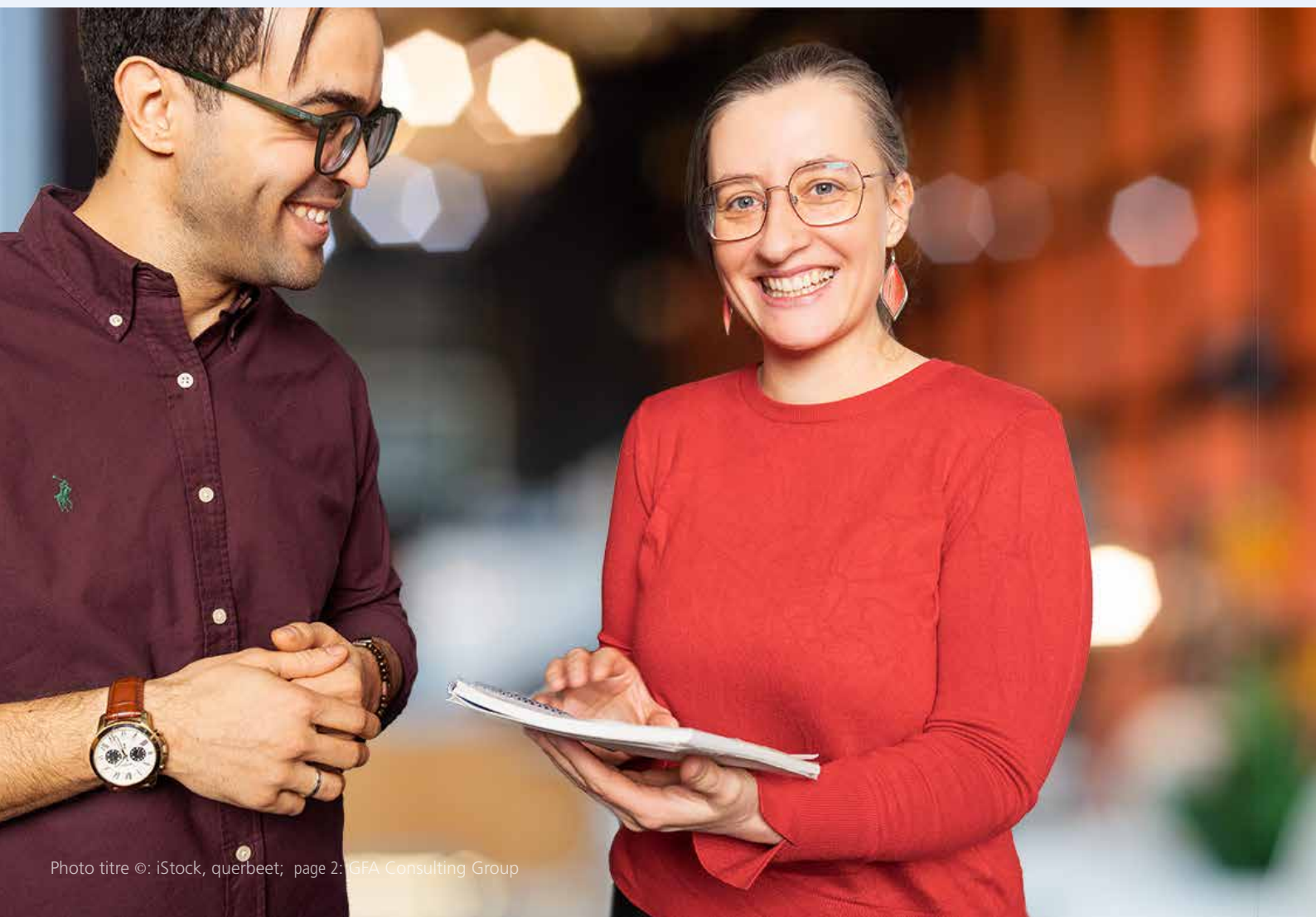
Avec notre Unité Contrats-Cadres, nous répondons avec agilité aux besoins du développement international. Grâce à notre expertise multisectorielle et internationale, nous créons de la valeur pour chacun-e de nos clients

Nous avons hâte de bâtir l'avenir à vos côtés.



Cristian Caspar
Responsable de l'Unité
Contrats-Cadres
christian.caspar@gfa-group.de
+49 40 60306-718

Rendez-vous sur
le site internet
de GFA



PROMOUVOIR L'EXCELLENCE DANS LES CONTRATS-CADRES

Depuis 2005, nous disposons d'une expérience solide dans la mise en œuvre de contrats-cadres (FWC), année où nous avons conduit notre premier contrat dans des pays bénéficiaires de l'Union européenne (UE).

Conscients de l'importance stratégique de ces mécanismes, nous avons créé en 2018 une Unité Contrats-Cadres dédiée, à la suite de notre rôle de chef de file et partenaire sur quatre lots du SIEA 2018 (Service européen pour l'action extérieure). Depuis, nous avons géré des dizaines de contrats, confirmant notre position d'acteur de confiance.

Les contrats-cadres simplifient les acquisitions complexes en sélectionnant un nombre restreint de consortiums capables d'intervenir dans de nombreux secteurs. Ils offrent ainsi une réponse agile à la demande croissante de mécanismes accélérés en coopération au développement.

Les projets FWC varient en portée et en durée : d'analyses sectorielles ponctuelles (mission unique) à des assistances techniques de long terme mobilisant des équipes d'expertise à plein temps. Certaines missions (suivi, évaluations, études) se déploient dans un seul pays ou sur plusieurs régions, pour une exécution simultanée flexible et efficiente.

Les atouts du modèle Contrats-Cadres :

- mobilisation rapide de profils qualifiés ;
- livrables fiables et de haute qualité ;
- développement de services de conseil spécialisés grâce à des engagements durables.

Aujourd'hui, nous gérons plusieurs contrats-cadres stratégiques illustrant notre capacité à répondre avec agilité et exigence aux besoins de nos partenaires et collaborateurs.

NOS SERVICES INCLUENT :



**Conception et
formulation
de projets
d'assistance
technique**



**Suivi et évaluation
de projets
de long terme**



**Analyses, études
techniques et
conseils
d'expertise pour
éclairer vos
décisions**



**Conseil sectoriel
ciblé, en missions
de courte ou de
longue durée**

Contrats-Cadres

.....Multi- LATÉRAUX



SERVICES POUR L'ACTION EXTERIEURE DE L'UE (SEA, 2024-2027)

Le contrat-cadre SEA 2023 (Services pour l'action extérieure de l'UE) est un instrument clé de la Commission européenne pour appuyer son action extérieure. Il permet de fournir des services de conseil, assistance technique et appui opérationnel au siège de la Commission, dans les Délégations de l'UE ou auprès d'institutions partenaires (p. ex. ministères). Les contrats individuels peuvent durer jusqu'à 48 mois. Organisé en **17 lots thématiques**, SEA 2023 couvre un large éventail de domaines et propose des solutions spécialisées, pour renforcer la capacité de l'UE à répondre rapidement et efficacement aux besoins de ses partenaires.

Organisation des lots :

Lots 1 to 14 : appui technique, stratégique et opérationnel tout au long du cycle de projet, incluant études, analyses détaillées et rapports de conseil.

Lot 15 : suivi, appréciations et évaluation des performances des projets financés par l'UE dans toutes les régions et secteurs, afin de garantir transparence et efficacité.

Lots 16 and 17 : évaluations externes fondées sur des données probantes aux niveaux régional et mondial.

Dans le cadre de SEA 2023, nous, **GFA Consulting Group**, contribuons activement à **sept lots spécifiques**, illustrant notre engagement à fournir des services de haute qualité, à accompagner les priorités stratégiques de la Commission européenne et à promouvoir des pratiques inclusives et durables.

Lot 3	Systèmes alimentaires, agriculture durable et nutrition - initiatives inclusives liées à l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, à la promotion de l'énergie durable et à la sûreté nucléaire.
Lot 4	Transports durables, infrastructures, villes vertes, connectivité et mobilité – développement de systèmes de transport durables et promotion d'un urbanisme écologique.
Lot 6	Analyse macroéconomique, politiques fiscales, appui budgétaire – évaluations macroéconomiques, formulation de politiques et mécanismes de soutien budgétaire.
Lot 7	Analyse microéconomique, climat de l'investissement, secteur privé, commerce et emploi – évaluations microéconomiques, amélioration de l'environnement des affaires, développement du secteur privé, facilitation des échanges et promotion d'emplois équitables.
Lot 8	Financement durable du développement – mobilisation et gestion des ressources financières pour des projets de développement durable.
Lot 15	Suivi – contrôle et évaluation des projets et programmes afin d'assurer leur mise en œuvre inclusive et efficace.
Lot 16	Évaluation au niveau des interventions – évaluations ciblées de l'impact et de l'efficacité de projets ou programmes spécifiques.

Ces services peuvent être déployés dans toutes les régions du monde. Depuis le lancement de SEA 2023, nous avons remporté des projets en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie.

Le partenariat entre SEA et GFA associe un cadre structurant aux expertises thématiques de GFA, pour une conception,

une mise en œuvre et une évaluation efficaces des projets. Ensemble, nous renforçons l'impact de l'action extérieure de l'UE et contribuons au développement durable, à la croissance économique et à la coopération internationale.

CONTRAT-CADRE MULTIPLE INTERINSTITUTIONNEL (EPRS, 2024-2028)

Conformément au règlement financier du 18 juillet 2018, le Parlement européen a lancé un contrat-cadre multiple interinstitutionnel couvrant neuf lots thématiques (évaluations d'impact, évaluations de politiques, valeur ajoutée européenne, coût de la non-Europe, recherche sur la société civile, stress-testing des politiques de l'UE, etc.). En tant que chef de file d'un consortium, nous mettons

en œuvre un contrat-cadre de 48 mois pour le Service de recherche du Parlement européen (EPRS), afin de fournir des conseils spécialisés au service de politiques fondées sur des données probantes (evidence-based policymaking).

Nous contribuons à deux lots thématiques spécifiques :

Lot 8

Développement et commerce international

Nous intervenons dans la mise en œuvre et le suivi de la politique européenne de développement et de coopération, y compris du Fonds européen de développement (FED – European Development Fund). Ce lot couvre également les relations financières, économiques et commerciales entre l'UE et les pays tiers, ainsi que la participation de l'UE dans des organisations internationales et régionales.

Notre objectif est de favoriser une coopération inclusive et un dialogue équitable sur les enjeux économiques et commerciaux mondiaux. Ces efforts contribuent à la réalisation des objectifs européens en matière de développement et de commerce, et soutiennent une croissance durable ainsi que des partenariats globaux.

Lot 9

Affaires étrangères, droits humains, sécurité et défense

Nous appuyons la politique étrangère et de sécurité commune (PESC – Common Foreign and Security Policy) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC – Common Security and Defence Policy). Ce lot couvre notamment les relations politiques avec les pays tiers, l'adhésion des États candidats à l'UE, et la promotion des droits humains dans les pays non membres.

Il inclut également des thématiques essentielles telles que l'inclusion des communautés marginalisées, la consolidation des valeurs démocratiques, ainsi que la sécurité et la défense, avec une attention particulière portée au rôle de l'UE dans la consolidation d'une paix durable et dans la stabilité mondiale.



Photo ©: iStock, urbazon

CONTRAT-CADRE MULTIPLE POUR LES SERVICES EN POLITIQUE ÉTRANGÈRE (EP EXPO, 2024-2028)

Nous sommes partenaire clé d'un consortium chargé de mettre en œuvre un contrat-cadre de 60 mois dédié aux services en politique étrangère, pour le compte de la Direction générale des politiques extérieures du Parlement européen (DG-EXPO – Directorate-General for External Policies), qui assiste les commissions et délégations du Parlement européen par des analyses et conseils spécialisés, inclusifs et équitables.

Dans ce cadre, nous contribuons à trois lots spécifiques :

Lot 2 : Élargissement de l'UE, voisinage oriental, politiques nordiques, pays européens non membres de l'UE, EEE et Russie

Lot 4 : Développement durable et aide humanitaire

Lot 7 : Droits de l'homme et démocratie

Le contrat-cadre de services porte sur une série de questions actuelles et émergentes relevant des compétences de la commission des affaires étrangères (AFET) du Parlement européen, ainsi que de ses sous-commissions de la sécurité et de la défense (SEDE) et des droits de l'homme (DROI), ainsi que des commissions du développement (DEVE) et du commerce international (INTA).

Les thématiques spécifiques traitées dans les lots auxquels GFA participe comprennent, sans s'y limiter, les domaines présentés ci-dessous.

“

« Je suis très reconnaissant à GFA pour son appui technique dans les moments difficiles, pour les conseils que j'ai reçus de la part de ses expert-e-s chevronné-e-s et pour la patience dont l'équipe a fait preuve lorsque les choses se sont compliquées. »

Arno Haegens

*Expert en communication stratégique et chef d'équipe du programme
People-to-People pour le renforcement du partenariat Afrique-UE*



Lot 2

Élargissement de l'UE, voisinage oriental, politiques nordiques, pays européens non membres de l'UE, EEE et Russie

Ce contrat-cadre soutient des initiatives destinées à renforcer la confiance, encourager un dialogue régional inclusif et obtenir des résultats concrets pour les États et populations de la mer Noire. Il favorise aussi la coopération dans les régions de la Baltique et de la mer de Barents, en appuyant des politiques durables pour l'Arctique et l'Antarctique, avec une attention particulière portée au climat et à la sécurité.

Il concerne également les relations entre l'UE et plusieurs pays, dont la Biélorussie, l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Norvège, l'Islande, la Suisse, le Liechtenstein et la Russie.

Les services proposés incluent la mise en œuvre des instruments financiers de l'UE, la promotion des droits humains et de la démocratie, ainsi que le traitement de questions clés telles que l'énergie, l'environnement, le climat, le commerce, l'économie, la sécurité et la défense, en intégrant des dimensions sociales et de genre.

Lot 4

Développement durable et aide humanitaire

Ce lot couvre un large éventail de domaines, allant de la gouvernance et du développement économique à l'environnement, au changement climatique et au développement social et humain. Il met aussi l'accent sur le rôle des femmes dans le développement, ainsi que sur les enjeux liés aux déplacements, à la migration et à la coopération internationale. Il inclut par ailleurs les politiques, instruments et acteurs européens du développement, ainsi que l'aide humanitaire et les secours d'urgence, notamment l'aide alimentaire.

Lot 7

Droits de l'homme et démocratie

Ce lot vise à renforcer les droits humains à l'échelle internationale et à promouvoir la démocratie, en consolidant le rôle de l'UE comme acteur global dans ces domaines. Les thématiques abordées incluent les normes internationales, les droits sociaux et culturels, l'impact des nouvelles technologies, l'usage des sanctions, la responsabilité sociale des entreprises, la lutte contre la corruption et la traite des êtres humains, ainsi que le soutien à la gouvernance démocratique.

Le partenariat entre EP-EXPO et GFA renforce la capacité du Parlement européen à répondre aux enjeux mondiaux par une expertise de haut niveau et des conseils stratégiques. Nos contributions en stabilité régionale, développement durable et droits humains consolident le rôle de l'UE comme acteur global et garantissent des politiques fondées sur des preuves et des initiatives inclusives et durables.

FWC

IMPLEMENTED BY

DEVELOPMENT..... BANKS



Photo ©: iStock, Andrii Yalanskyi

CONTRAT-CADRE (FWC) MIS EN ŒUVRE PAR DES BANQUES DE DÉVELOPPEMENT (EIB, 2025-2029)

En tant que GFA, nous faisons partie d'un consortium chargé de mettre en œuvre un contrat-cadre de quatre ans, liés à l'initiative Services de conseil au secteur financier mondial (Global Financial Sector Advisory Services) de la Banque européenne d'investissement (BEI).

Cet accord fournit une assistance technique à des institutions financières de différentes régions, afin de renforcer leur capacité à soutenir les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), les entreprises de taille intermédiaire (mid-caps) dont

la capitalisation boursière est comprise entre 2 et 10 milliards de dollars, ainsi que d'autres bénéficiaires éligibles.

Par le biais de cet accord-cadre (FWA), la BEI réaffirme son engagement en faveur de l'inclusion financière, du développement économique et de la durabilité au-delà des frontières de l'Union européenne. Le contrat s'articule autour de trois priorités :

- **Compétitivité et croissance** : améliorer la performance des entreprises et intégrer les MPME dans les chaînes de valeur mondiales.
- **Finance durable** : renforcer les investissements verts, la résilience climatique et la durabilité environnementale.

- **Inclusion sociale** : élargir l'accès aux services financiers pour des publics en situation de marginalisation et sous-desservis.

L'accord-cadre est structuré en six lots géographiques couvrant différentes régions du monde. Chaque lot est conçu pour aider les institutions financières à développer des produits financiers innovants, à renforcer leurs capacités opérationnelles et à aligner leurs services sur les priorités politiques de l'UE, telles que l'initiative Global Gateway et les Objectifs de développement durable (ODD).

NOTRE RÔLE EN TANT QUE GFA DANS LES LOTS 3 ET 6

Nous intervenons en tant que prestataire sur le Lot 3 : Afrique occidentale et centrale et le Lot 6 : Voisinage et élargissement de l'UE, en mobilisant notre solide expérience dans le développement du secteur financier pour appuyer la mission de la BEI.

Lot 3

Afrique occidentale et centrale

Ce lot vise à renforcer les institutions financières de la région afin d'améliorer l'accès au financement pour les MPME et les entreprises de taille intermédiaire. L'accent est mis sur l'amélioration des infrastructures financières, la gestion des risques et l'innovation dans les produits. Une attention particulière est accordée à la numérisation, au financement du commerce et aux solutions de finance verte, qui soutiennent la résilience économique et le développement régional.

Lot 6

Voisinage et élargissement de l'UE

Ce lot couvre les pays voisins de l'UE et les régions concernées par l'élargissement. Il a pour objectif de favoriser la convergence économique, l'inclusion financière et le renforcement des institutions. L'assistance technique fournie dans ce cadre aide les institutions financières à proposer des services responsables et durables, en particulier dans les zones confrontées à des défis socio-économiques. L'approche comprend la promotion des investissements verts, le renforcement des cadres réglementaires et l'amélioration de la littératie financière auprès des publics sous-desservis.

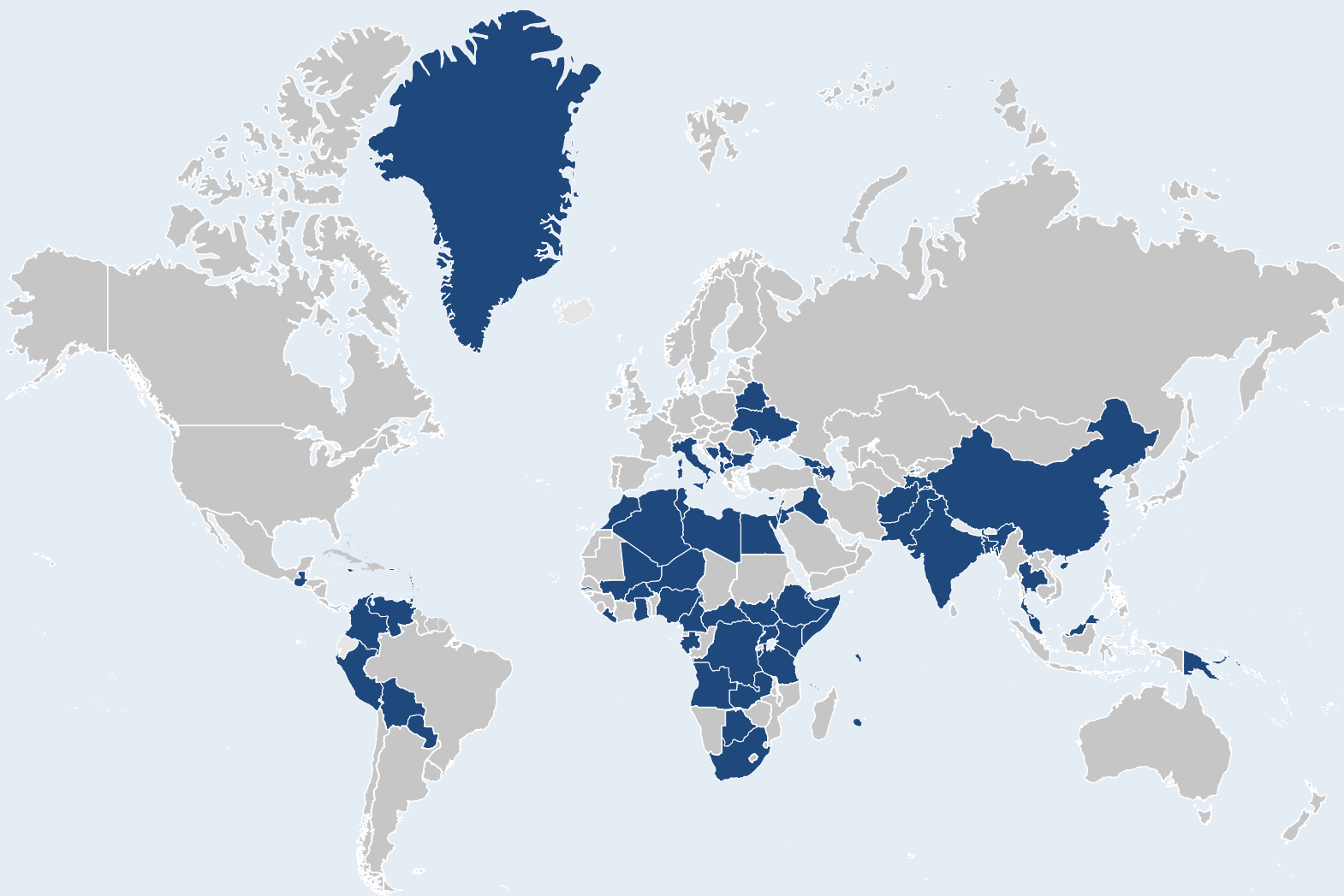
En apportant des services de conseil de haute qualité, des initiatives de renforcement des capacités et des solutions financières innovantes, nous garantissons la durabilité et l'impact des interventions financées par la BEI.

Le partenariat entre la BEI et notre équipe combine l'envergure mondiale et l'expertise financière de la BEI avec notre savoir-faire

en matière de développement du secteur financier. Ensemble, nous aidons les institutions financières à mettre en place des solutions innovantes et durables, et à améliorer l'accès au financement dans des régions clés. Cette collaboration contribue à une croissance économique à long terme, à l'inclusion sociale renforcée et à une durabilité environnementale accrue.

NOTRE UNITÉ CONTRATS-CADRES EN ACTION

PROJETS SELECTIONNES DANS NOS PRINCIPAUX DOMAINES TECHNIQUES, MENES DANS PLUS DE 70 PAYS



Actuellement, nous mettons en œuvre neuf contrats-cadres (FWC) couvrant plusieurs lots, en collaboration avec les partenaires institutionnels suivants : la Commission européenne (UE), le Parlement européen, la KfW Banque de développement, la Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB), la Banque européenne d'investissement

(BEI), le Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO) du Royaume-Uni, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA), le Service de recherche du Parlement européen (EPRS) et le Secrétariat d'État suisse à l'économie (SECO).



PROJETS *DANS LES ÉTATS* MEMBRES DE L'UE

PROJETS DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UE

Des symboles sont utilisés pour indiquer quels sont/étaient les ODD ciblés et abordés dans les projets respectifs.

Empower Housing (« Logement inclusif ») – Lutter contre l'exclusion en matière de logement des personnes Ukrainiennes déplacées dans le Piémont



Client : Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB)
Périod : 07/2024–11/2024
EUR : 75 300

Domaine technique principal : Migration, inclusion et protection des groupes minorisés
Pays : Italy

Le projet Empower Housing (« Logement inclusif ») a étudié les obstacles rencontrés par les personnes déplacées, en particulier les personnes ukrainiennes, pour accéder à un logement à Turin et Settimo Torinese, en Italie. Menée avec l'appui de l'Associazione Microlab et de la CEB dans le cadre de l'initiative PAFMI, l'étude a pris en compte les dimensions économiques, culturelles et psychologiques influençant l'accès au logement, en les comparant à d'autres expériences en Europe. Elle visait à

proposer des solutions, à développer des initiatives de logement social et à concevoir trois projets pilotes pour renforcer l'inclusion des personnes migrantes. Le travail a porté sur la collecte de données, l'analyse du marché immobilier et l'exploration de modèles innovants. Les priorités concernaient l'implication des parties prenantes locales, la diffusion des résultats et la mise en œuvre d'un projet pilote assorti d'un plan financier et d'actions de sensibilisation communautaire.

Évaluation du marché des soins palliatifs en Bulgarie et étude de faisabilité pour un centre d'hospice dans la région de Sliven



Client : Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB)
Périod : 10/2024–04/2025

EUR : 89 670
Domaine technique principal : Santé publique
Pays : Bulgarie

The project strives to assess the palliative care market in Bulgaria and determine the feasibility of establishing a hospice centre in the Sliven Region. It will evaluate regulatory frameworks, demographic needs, service accessibility, and best practices while considering financial sustainability and social impact. The National Hospice Centre (NHC) will serve as a hub for advanced

palliative care, training, and community outreach, enhancing end-of-life care quality. It will address gaps in equity, service distribution, and funding while driving regional economic and social development. This initiative aligns with national healthcare strategies and regional development goals.

PROJETS DANS LES PAYS CANDIDATS A L'ADHESION A L'UE

Renforcement des capacités pour la mise en œuvre de la réglementation sur l'éco-conception et l'étiquetage énergétique



Client : Union européenne (UE)
Périod : 12/2023–12/2024
EUR : 289 997

Domaine technique principal : Efficacité énergétique et réglementation
Pays : Serbie

Le projet avait pour objectif de renforcer la capacité de la Serbie à appliquer les normes européennes en matière d'éco-conception et d'étiquetage énergétique. En améliorant la surveillance du marché, l'évaluation de la conformité et les compétences techniques, il a accompagné le ministère des Mines et de l'Énergie dans son rapprochement avec l'acquis communautaire. Les

activités comprenaient la formation des parties prenantes, des analyses de marché, le développement des capacités de test ainsi que des actions de sensibilisation aux avantages de l'efficacité énergétique. Ces efforts ont contribué à protéger l'environnement, à réduire les effets du changement climatique et à promouvoir un développement plus durable en Serbie.

Évaluation du portefeuille de sécurité et recommandations pour la programmation future



Client : Union européenne (UE)

Périod : 07/2023-07/2024

EUR : 229 622

TL'évaluation a porté sur deux interventions financées par l'UE au Liban : ACT for Lebanon Security (Programme d'action pour la sécurité au Liban) et Promoting Community Policing (Promotion de la police de proximité), axées sur la réforme du secteur de la sécurité. L'étude a mesuré l'efficacité des actions de lutte contre le terrorisme, de cybersécurité et de développement de la police communautaire. Elle a permis d'identifier les réussites

Domaine technique principal : Réforme du secteur de la sécurité

Pays : Liban

et les lacunes, tout en formulant des recommandations pour renforcer la sécurité intérieure, l'État de droit et le respect des droits humains. En analysant l'impact de ces interventions sur les capacités institutionnelles, la coordination et la confiance du public, l'évaluation a appuyé l'orientation stratégique de l'UE en vue de futures actions, dans un contexte marqué par de fortes tensions socio-économiques et sécuritaires.

PROJETS EN AFRIQUE

Revue à mi-parcours du programme de réforme sectorielle Education for Employability (E4E) (Éducation pour l'employabilité) financé par appui budgétaire



Client : Union européenne (UE)

Périod : 12/2023-05/2024

EUR : 118 600

Cette revue à mi-parcours a évalué les efforts menés pour améliorer la qualité de l'éducation et renforcer l'employabilité en Afrique du Sud à travers la mise en œuvre de réformes sectorielles clés visant à combler les lacunes en compétences et à promouvoir une croissance inclusive. L'analyse a porté sur la pertinence, l'efficacité, l'efficience et l'impact des réformes, en veillant à leur cohérence avec les priorités nationales et les attentes des parties prenantes. Elle a mis en évidence des progrès

Domaine technique principal : Réforme du secteur de l'éducation et de l'employabilité

Pays : Afrique du Sud

dans l'élargissement des opportunités éducatives et formulé des recommandations pratiques pour optimiser les résultats. Réalisée à Pretoria et dans les régions avoisinantes, l'évaluation a souligné l'importance d'une éducation inclusive, d'un accès équitable au développement des compétences et du rôle du programme dans la promotion d'une croissance économique durable et dans la réponse aux défis socio-économiques du pays.

Assistance technique pour renforcer les capacités des organisations de la société civile (CSOs – Civil Society Organisations) congolaises



Client : Union européenne (UE)

Périod: 01/2023-12/2026

EUR : 93 840

Ce projet appuie la participation des organisations de la société civile (OSC / CSOs) en République démocratique du Congo afin de renforcer leur rôle dans la gouvernance et le développement. Par le développement des capacités, le dialogue multipartite et l'assistance technique, il vise à donner aux OSC les moyens de promouvoir la transparence, la participation démocratique et la

Domaine technique principal : Développement de la société civile et gouvernance

Pays : République démocratique du Congo (RDC)

cohésion sociale. L'initiative met l'accent sur l'égalité de genre, l'inclusion des publics en situation de marginalisation et l'alignement avec les priorités nationales de développement. En favorisant les partenariats avec les institutions publiques et en renforçant l'efficacité des OSC, le projet contribue à consolider la démocratie et à soutenir le développement durable en RDC.



Photo ©: iStock, wildpixel

PROJETS EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE

Appui à la création d'une Commission des droits humains



Client : Union européenne (UE)

Périod : 03/2024-08/2025

EUR : 918 000

Le projet accompagne la Papouasie-Nouvelle-Guinée dans la mise en place d'une Commission des droits humains indépendante et dans l'élaboration d'une politique nationale en matière de droits humains. Il comprend la révision et la finalisation de la loi organique relative à la Commission, la création d'une structure institutionnelle assortie d'un plan de durabilité et la rédaction d'un cadre pour la mise en œuvre

Domaine technique principal : Réforme de la gouvernance et des droits humains

Pays : Papouasie-Nouvelle-Guinée

À travers des consultations, ateliers et campagnes de sensibilisation, l'initiative mobilise les parties prenantes afin de promouvoir l'inclusion et la transparence. En renforçant la gouvernance, l'État de droit et le respect des normes internationales, le projet contribue à faire progresser la justice, l'égalité et les capacités institutionnelles en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Étude exploratoire et programme d'action sur les matières premières critiques durables



Client : Union européenne (UE)

Périod : 02/2025-06/2025

EUR : 153 171

Cette initiative accompagne les Philippines dans le développement du secteur minier et des matières premières critiques (MPC / Critical Raw Materials – CRM), dans le cadre de la stratégie Global Gateway. L'étude exploratoire évalue la compétitivité du secteur, son rôle dans les chaînes d'approvisionnement mondiales durables, identifie les domaines de coopération prioritaires et propose une stratégie potentielle d'intervention de l'UE. Le projet s'intéresse aux

Domaine technique principal : Développement économique durable

Pays : Philippines

politiques publiques et à la réglementation, au développement des entreprises et à l'implication des communautés, tout en encourageant des pratiques responsables, inclusives et durables. Les résultats attendus comprennent des recommandations politiques, une cartographie des parties prenantes et un programme d'action concret pour soutenir la croissance verte et des pratiques minières responsables.

PROJETS EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

Appui à la mise en œuvre et au suivi de l'EEC 2021-2025 pour un développement vert et résilient



Client : Union européenne (UE)

Périod : 01/2023-07/2025

EUR : 394 840

Le projet soutient la Délégation de l'Union européenne et Team Europe+ dans la mise en œuvre de la Stratégie européenne conjointe (JES – Joint European Strategy) 2022-2025 en Bolivie. Ses objectifs portent sur la promotion d'un développement vert et durable, le renforcement de la gouvernance et des droits humains, ainsi que l'appui au développement social inclusif. Les activités clés comprennent la coordination des initiatives natio-

Domaine technique principal : Coopération au développement et coordination stratégique

Pays : Bolivie

nales et régionales de Team Europe, la facilitation du dialogue multipartite et le suivi des résultats, avec rapports réguliers.

En s'alignant sur le plan d'action de l'UE pour l'engagement avec la société civile, le projet favorise la coopération entre gouvernements, société civile et partenaires internationaux afin de renforcer la gouvernance, les droits humains et les résultats en matière de développement durable en Bolivie.

Évaluation après mise en œuvre (ex post) du projet Justice Security Accountability and Transparency (Justice, Sécurité, Responsabilité et Transparence)



Client : Union européenne (UE)

Périod : 09/2023-06/2024

EUR : 100 016

Ce projet a porté sur l'évaluation après mise en œuvre (ex post) de l'initiative Justice, Sécurité, Responsabilité et Transparence en Jamaïque. L'analyse a examiné l'efficacité, l'efficience et la durabilité de l'intervention, tout en identifiant des recommandations et des pistes d'amélioration pour l'avenir. L'évaluation s'est appuyée sur une large consultation des parties prenantes, une analyse approfondie des données et un examen des résultats du programme, afin d'assurer la cohérence avec les priorités en matière de

Domaine technique principal : Réforme du secteur de la justice et gouvernance

Pays : Jamaïque

gouvernance et de droits humains. Les principales parties prenantes impliquées comprenaient les institutions publiques, la société civile et les partenaires internationaux, travaillant ensemble pour améliorer le fonctionnement du secteur de la justice et renforcer la transparence institutionnelle. Cette évaluation complète a fourni des enseignements pratiques pour accroître l'impact de l'initiative sur la gouvernance et la responsabilité publique.



GFA Consulting Group GmbH

Unité Contrats-Cadres

Eulenkrugstraße 82 ▪ 22359 Hambourg, Allemagne

Tél.: +49 40 603 060 ▪ info@gfa-group.de

Unité de communication d'entreprise ▪ com@gfa-holding.de

www.gfa-group.de ▪ www.gfagroup.org

Pour en savoir davantage, retrouvez-nous sur

